

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[2013/43011]

Indices du prix de revient du transport professionnel de personnes par route (services occasionnels)

Le Service public fédéral Mobilité et Transports communique ci-après les indices du prix de revient du transport professionnel de personnes par route (services occasionnels) pour le mois de novembre 2013 (indices sur la base 100 = 31 décembre 2006) :

	Indices novembre 2013	Moyenne mobile 3 mois		Indexcijfers november 2013	Voortschrijdend gemiddelde 3 maanden
Tourisme d'un jour	119,44	119,83	Dagtoerisme	119,44	119,83
Séjour international de max. six jours	116,52	116,91	Internationale verblijfsreis max. zes dagen	116,52	116,91
Séjour international de plus de six jours	126,27	126,70	Internationale verblijfsreis meer dan zes dagen	126,27	126,70
Navette internationale	123,65	124,27	Internationale pendel	123,65	124,27
Voyage sports d'hiver	125,19	125,48	Skireis	125,19	125,48
Tourisme réceptif de douze jours	128,99	129,45	Receptief toerisme twaalf dagen	128,99	129,45

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[2013/43011]

Indexcijfers van de kostprijs van het beroepspersonenvervoer over de weg (ongeregeld vervoer)

De Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer deelt hierna de indexcijfers van de kostprijs van het beroepspersonenvervoer over de weg mede (ongeregeld vervoer) voor de maand november 2013 (indices met basis 100 = 31 december 2006) :

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2013/22591]

Circulaire n° 273. — Projet PUBLIATO. — Communication des données des accidents du travail par les employeurs publics assujettis à la loi du 3 juillet 1967 à la banque de données du Fonds des Accidents du Travail

A l'ensemble des administrations, établissements ou services publics fédéraux, communautaires, régionaux, provinciaux ou locaux assujettis à la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

Mme la Ministre,

M. le Ministre,

Mme la Secrétaire d'Etat,

M. le Secrétaire d'Etat,

L'arrêté royal du 7.05.2013 (MB 17.05.2013) portant exécution de l'article 20sexies de la loi du 3.07.1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public prévoit l'obligation, pour les employeurs publics, de déclarer les données des accidents du travail à la banque de données du Fonds des accidents du travail via le portail de la sécurité sociale.

La transmission électronique via le réseau de la sécurité sociale organisé par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale permettra à la Belgique de remplir les obligations prévues par le règlement européen 1338/2008 qui prévoit la fourniture à Eurostat des données des accidents du travail des travailleurs salariés. Elle assurera également les échanges des données des accidents du travail jusqu'au bon destinataire (Medex, secteur AMI.). La Banque de données du Fonds sera en mesure de couvrir l'ensemble du risque des accidents du travail des travailleurs salariés, secteur public y compris.

A partir du 1^{er} janvier 2014

L'arrêté royal entre en vigueur le 1.01.2014 et concerne les déclarations d'accident adressées au service ou au fonctionnaire désigné à cet effet. Il s'applique donc également aux accidents survenus avant le 1.01.2014 et déclarés à partir de cette date.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2013/22591]

Aanschrijving nr. 273. — PUBLIATO-project. — Mededeling van de arbeidsongevallengegevens aan de gegevensbank van het Fonds voor Arbeidsongevallen door de werkgevers uit de overheidssector die onderworpen zijn aan de wet van 3 juli 1967

Aan alle federale, gemeenschaps-, gewestelijke, provinciale of plaatselijke overheidsbesturen, -instellingen of -diensten die onderworpen zijn aan de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

Mevr. de Minister,

Mijnheer de Minister,

Mevr. de Staatssecretaris,

Mijnheer de Staatssecretaris,

Het koninklijk besluit van 07.05.2013 (KB 17.05.2013) houdende uitvoering van artikel 20sexies van de wet van 3.07.1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector bepaalt dat de werkgevers uit de overheidssector verplicht zijn de arbeidsongevallengegevens aan te geven aan de gegevensbank van het Fonds voor arbeidsongevallen via het portaal van de sociale zekerheid.

De elektronische overdracht via het netwerk van de sociale zekerheid dat wordt georganiseerd door de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid zal België toelaten om zijn verplichtingen na te komen die zijn vastgelegd in de Europese verordening 1338/2008. Daarin staat dat de arbeidsongevallengegevens van werknemers aan Eurostat moeten worden doorgegeven. Ze zal ook de uitwisselingen van de arbeidsongevallengegevens tot aan de juiste bestemming (Medex, ZIV-sector, ...) verzekeren. De gegevensbank van het Fonds zal het volledige risico op arbeidsongevallen van werknemers, inclusief de overheidssector, kunnen dekken.

Vanaf 1 januari 2014

Het koninklijk besluit treedt in werking op 1.01.2014 en heeft betrekking op de arbeidsongevallenaangiften die aan de dienst of ambtenaar worden gestuurd die daarvoor is aangesteld. Het is dus ook van toepassing op arbeidsongevallen die zich vóór 1.01.2014 hebben voorgedaan en die vanaf die datum worden aangegeven.

L'arrêté royal du 19.04.1999 fixant les éléments de la déclaration d'accident à communiquer au Fonds des accidents est abrogé au 1.01.2014. Les données des accidents de 2013, déclarés en 2013, seront encore transmises au Fonds sur le mode en vigueur jusque-là et défini selon les instructions du Fonds (Structure des données à communiquer au Fonds des accidents du travail - Secteur public).

La communication des données via le portail se fera en plusieurs phases

L'article 4 de l'arrêté royal détermine les données que l'employeur doit transmettre au Fonds des accidents du travail et dans quel délai. La mise en œuvre de ce nouveau mode de communication des données des accidents du travail dans le secteur public se fera en plusieurs phases.

La première phase qui débutera le 01.01.2014 concerne les données de la déclaration d'accident et la décision relative à la prise en charge ou non de la déclaration par l'employeur.

Dans une phase ultérieure, la communication au portail de la Sécurité Sociale concernera les périodes d'incapacité temporaire, la prévision d'une incapacité permanente et les décisions portant sur le règlement des accidents.

Les données de la déclaration d'accident sont celles contenues dans le modèle de déclaration établi en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 24.01.1969 et de l'article 7 de l'arrêté royal du 13.07.1970.

Comment transmettre les données d'accident au portail ?

La déclaration des données des accidents du travail au portail de la sécurité sociale peut se faire de deux manières :

soit en mode **Web** : envoi de la déclaration via le service en ligne disponible sur le portail ;

soit en mode **Batch** : envoi de la déclaration dans un fichier structuré.

Le certificat médical (modèle B) sera scanné et communiqué également au portail.

Les instructions pour l'envoi selon ces deux modes figurent sur le Portail de la Sécurité Sociale à l'adresse suivante : <https://www.socialsecurity.be/> puis en suivant le chemin : Employeurs > Risques sociaux > 4 - Publiato

Outre les instructions aux employeurs reprenant des informations générales sur le projet PUBLIATO et sur les données à communiquer au portail, les employeurs publics y trouveront les informations et les instructions nécessaires pour effectuer une déclaration en mode Web ou en mode Batch.

Préalable à la déclaration : le numéro d'unité d'établissement.

Certaines données sont indispensables pour pouvoir faire une déclaration au portail. Parmi celles-ci, le numéro d'établissement de l'employeur où travaille normalement le travailleur accidenté.

Chaque entreprise se voit attribuer par la Banque Carrefour des Entreprises un numéro d'entreprise et un numéro d'unité d'établissement pour chacun de ses lieux d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exerce au moins une activité de l'entreprise ou à partir duquel elle est exercée.

Les données relatives aux unités d'établissement rattachées à un numéro d'entreprise peuvent être consultées au moyen de BCE Public Search sur le site de la Banque Carrefour des Entreprises.

Recommandations

En vue d'assurer une mise en route efficiente du projet PUBLIATO au 1.01.2014, les employeurs publics sont invités dès à présent

1. à consulter les instructions et les informations relatives à la déclaration des données des accidents du travail disponibles sur le Portail de la Sécurité Sociale à l'adresse suivante : https://www.socialsecurity.be/site_fr/employer/infos/index.htm

2. à vérifier si chacune de leurs unités d'établissement a bien été enregistrée auprès de la Banque Carrefour des Entreprises en consultant le moteur de recherche à l'adresse suivante : <http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoekwoordenform.html?lang=fr>

Si une unité locale n'a pas été enregistrée, l'employeur public est prié de demander son enregistrement auprès de son institution de référence :

- Les unités d'établissement des régions et des communautés sont gérées par l'ONSS, à l'exception de l'enseignement subventionné ;

- Les unités d'établissement des provinces, communes, intercommunales... sont gérées par l'ONSSAPL, à l'exception de l'enseignement subventionné ;

Het koninklijk besluit van 19.04.1999 tot vaststelling van de elementen van de ongevalsangifte over te dragen aan het Fonds voor Arbeidsongevallen wordt opgeheven op 1.01.2014. De gegevens van de arbeidsongevallen van 2013, die werden aangegeven in 2013, zullen nog aan het Fonds worden overgedragen op de wijze die tot dan van toepassing is en bepaald is volgens de instructies van het Fonds (Structuur van de gegevens die aan het Fonds voor arbeidsongevallen moeten worden meegedeeld - Overheidssector).

De mededeling van de gegevens via het portaal zal in meerdere fases verlopen

Artikel 4 van het koninklijk besluit bepaalt welke gegevens de werkgever moet doorgeven aan het Fonds voor arbeidsongevallen en binnen welke termijn hij dat moet doen. De uitvoering van die nieuwe manier om arbeidsongevallengegevens in de overheidssector over te dragen zal in meerdere fases gebeuren.

De eerste fase zal van start gaan op 1.01.2014. Die betreft de gegevens van de aangifte en de beslissing van de werkgever om de aangifte al dan niet ten laste te nemen.

In een latere fase zullen de periodes van tijdelijke ongeschiktheid, de voorziene blijvende ongeschiktheid en de beslissingen over de regeling van de ongevallen via het portaal van de sociale zekerheid worden meegedeeld.

De gegevens van de arbeidsongevallenaangifte zijn opgenomen in het aangiftemodel dat is vastgelegd krachtens artikel 7 van het koninklijk besluit van 24.01.1969 en van artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 13.07.1970.

Hoer moeten de arbeidsongevallengegevens aan het portaal worden meegedeeld ?

De arbeidsongevallen kunnen op twee manieren worden aangegeven op het portaal van de sociale zekerheid:

hetzij in **webmodus**: verzending van de aangifte via de online dienst op het portaal;

hetzij in **batchmodus**: verzending van de aangifte in een gestructureerd bestand.

Het medisch attest (model B) zal worden ingescand en ook worden meegedeeld op het portaal.

De instructies voor de verzending volgens die twee manieren staan op de website van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid : <https://www.socialsecurity.be/> en daarna de weg volgen > Werkgevers > Sociale risico's > 4 - Publiato

Naast de instructies aan de werkgevers met algemene informatie over het PUBLIATO-project en de gegevens die aan het portaal moeten worden meegedeeld, vinden de werkgevers uit de overheidssector er de nodige informatie en instructies om een aangifte in web- of batchmodus te doen.

Voorafgaand aan de aangifte: het vestigingseenheidsnummer

Sommige gegevens zijn noodzakelijk om een aangifte via het portaal te kunnen doen. Eén daarvan is het vestigingsnummer van de werkgever waarvoor de werknemer die een arbeidsongeval heeft gehad normaal werkt.

Elke onderneming krijgt van de Kruispuntbank van Ondernemingen een ondernemingsnummer en een vestigingseenheidsnummer voor elk van haar activiteitsplaatsen, die geografisch identificeerbaar zijn met een adres. Op of vanaf dat adres wordt minstens één activiteit van de onderneming uitgeoefend.

De gegevens over de vestigingseenheden die gekoppeld zijn aan een ondernemingsnummer worden geraadpleegd met behulp van de KBO Public Search op de website van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Aanbevelingen

Om het PUBLIATO-project op 1.01.2014 efficiënt van start te kunnen laten gaan worden de werkgevers uit de overheidssector vanaf nu verzocht om

1. de instructies en de informatie over de aangifte van de arbeidsongevallengegevens te raadplegen op de website van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid : https://www.socialsecurity.be/site_nl/employer/infos/index.htm

2. na te kijken of elk van hun vestigingseenheden werd geregistreerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen. Daarvoor kunnen ze de zoekmotor op het volgende adres gebruiken: <http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoekwoordenform.html?jsessionid=47369173FEBEF2FCB6A857F83AB7955F.worker4b?lang=nl>

Als een lokale eenheid niet werd geregistreerd, wordt de werkgever uit de overheidssector verzocht om de registratie ervan te vragen aan zijn referentie-instelling:

- de vestigingseenheden van de gewesten en gemeenschappen worden beheerd door de RSZ, met uitzondering van het gesubsidieerd onderwijs;

- de vestigingseenheden van de provincies, gemeenten, intercommunales, ... worden beheerd door de RSZ-PPO, met uitzondering van het gesubsidieerd onderwijs;

- Les unités d'établissement de l'administration fédérale sont gérées par le SPF P&O ;
- Les unités d'établissement de l'enseignement subventionné sont gérées par le Service de Gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Bruxelles, le 21 novembre 2013.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales,
chargé des Risques professionnels,
Ph. COURARD

- de vestigingseenheden van de federale overheid worden beheerd door de FOD P&O;
- de vestigingseenheden van het gesubsidieerd onderwijs worden beheerd door de Beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Brussel, 21 november 2013.

De Staatssecretaris voor Sociale Zaken,
belast met Beroepsrisico's,
Ph. COURARD

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09520]

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms Publications

Par arrêté royal du 26 novembre 2013, le nommé Decamme, Lilian Philippe Daniel Valéry, né à Mouscron le 28 juin 2004, y demeurant, est autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Vanderstichele », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 22 novembre 2013, M. Gonzalez Lopez, Sami, né à Anderlecht le 15 août 1988, y demeurant est autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Boulila », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 26 novembre 2013, M. Boshnjaku, Ibrahim, né à Dakovica (Yougoslavie) le 15 septembre 1957, et M. Boshnjaku, Amell, né à Dakovica (Yougoslavie) le 12 mai 1985, et M. Boshnjaku, Admir, né à Dakovica (Yougoslavie) le 3 janvier 1988, et Mlle Boshnjaku, Amella, née à Dakovica (Yougoslavie) le 1^{er} mai 1990, et le nommé Boshnjaku, Jasin, né à Liège le 29 octobre 1999, tous demeurant à Liège sont autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Mušović », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 26 novembre 2013, M. Gaydamakin, Aleksandr Aleksandrowitsch, né à Olenje (U.R.S.S.) le 2 janvier 1971, et Mme Gaydamakina, Tatjana Jurjewna, née à Kamyschin (U.R.S.S.) le 24 novembre 1973, et M. Gaydamakin, Aleksandr Aleksandrowitsch, né à Kamyschin (Fédération de Russie) le 19 mars 1993, tous demeurant à Lontzen sont autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Gilson », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 26 novembre 2013, Mme Dalija, Donika, née à Bruxelles (premier district) le 14 mai 1979, y demeurant est autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Dalya », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09521]

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms Publications

Par arrêté royal du 26 novembre 2013, Mlle Cabu, Elise, née à Namur le 31 octobre 1988, demeurant à Liège est autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Gilson », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09520]

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen Bekendmakingen

Bij koninklijk besluit van 26 november 2013 is machtiging verleend aan de genaamde Decamme, Lilian Philippe Daniel Valéry, geboren te Moeskroen op 28 juni 2004, er wonende om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Vanderstichele » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 22 november 2013 is machtiging verleend aan de heer Gonzalez Lopez, Sami, geboren te Anderlecht op 15 augustus 1988, er wonende om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Boulila » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 26 november 2013 zijn machtiging verleend aan de heer Boshnjaku, Ibrahim, geboren te Dakovica (Joegoslavië) op 15 september 1957, en de heer Boshnjaku, Amell, geboren te Dakovica (Joegoslavië) op 12 mei 1985, en de heer Boshnjaku, Admir, geboren te Dakovica (Joegoslavië) op 3 januari 1988, en Mej. Boshnjaku, Amella, geboren te Dakovica (Joegoslavië) op 1 mei 1990, en de genaamde Boshnjaku, Jasin, geboren te Luik op 29 oktober 1999, allen wonende te Luik om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Mušović » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 26 november 2013 zijn machtiging verleend aan de heer Gaydamakin, Aleksandr Aleksandrowitsch, geboren te Olenje (U.S.S.R.) op 2 januari 1971, en Mevr. Gaydamakina, Tatjana Jurjewna, geboren te Kamyschin (U.S.S.R.) op 24 november 1973, en de heer Gaydamakin, Aleksandr Aleksandrowitsch, geboren te Kamyschin (Russische Federatie) op 19 maart 1993, allen wonende te Lontzen om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Gilson » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 26 november 2013, is machtiging verleend aan Mevr. Dalija, Donika, geboren te Brussel (eerste district) op 14 mei 1979, er wonende om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Dalya » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09521]

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen Bekendmakingen

Bij koninklijk besluit van 26 november 2013 is machtiging verleend aan Mej. Cabu, Elise, geboren te Namen op 31 oktober 1988, wonende te Luik om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Gilson » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.